

COURS DE JUSTICE DES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE

Etats-Unis d'Amérique

Procureur Général en Conscience

Contre

Alex Azar, INCULPE

Dr Anthony Fauci, INCULPE

Dr Peter Daszark, INCULPE

FDA, INCULPE

CDC, INCULPE

NIAID, INCULPE

Moderna, INCULPE

Pfizer, INCULPE

Chef d'inculpation 1. 18 U.S.C § 2331 §§ 802- Actes de terrorisme perpétrés sur le territoire intérieur et ayant entraîné la mort de citoyens américains.

Chef d'inculpation 2. 18 U.S.C § 2339 – Complots en vue de commettre des actes de terrorisme.

Chef d'inculpation 3. 15 U.S.C §1-3 - Complots en vue de commettre une activité commerciale criminelle.

Chef d'inculpation 4. 18 U.S.C § 175 - Financement et création d'une arme biologique.

Chef d'accusation 5. 15 U.S.C. §8 - Manipulation du marché et répartition.

Chef d'accusation 6. 18 U.S.C § 1001 - Mensonges auprès du Congrès.

Chef d'accusation 7. 15 U.S.C. §19 - Directions imbriquées.

Chef d'accusation 8. 18 U.S.C § 2384 – Atteinte à la sureté de l'Etat.

Projet de Mises en Accusation

Durant la décennie des années 90, Pfizer a cherché à mener des recherches, à développer et breveter un vaccin du coronavirus (CoV). La première demande de brevet qui reconnut spécifiquement la protéine S comme cible immunologique pour les vaccins fut établie le 14 novembre 1990 (brevet américain 6,372,224). Centrés sur la gastroentérite porcine et canine, ces efforts aboutirent à des résultats commerciaux décevants et le brevet fut abandonné en avril 2000. Au cours de la même période, le Professeur Ralph Baric de l'Université de Caroline du Nord, Chapel Hill fut financé par l'Institut National des Allergies et des Maladies infectieuses (NIAID) alors soumise à l'obsession vaccinale du Dr Anthony Fauci. Ce programme, qui eut comme objectif de transformer une toxine naturelle en arme commerciale, marque le début du complot criminel et viole les articles 18 USC § 175, 15 USC § 1-3 et 15 USC §8.

L'expertise du Dr Baric lui permit de comprendre comment modifier des composantes du Coronavirus associées à la myocardiopathie. La subvention NIAID Grants AI 23946 et GM63228 (qui mena au brevet U.S. 7, 279, 327 « Méthodes pour Produire un Coronavirus Recombinant ») fut le premier projet sur les Gains de Fonction du NIH (GoF) pour lequel le Dr Baric créa un clone de Coronavirus recombinant « infectieux et défectueux dans la réplication ». Ce projet définit sans équivoque un moyen de rendre un pathogène naturel plus dangereux pour les humains grâce à une manipulation de la protéine Spike ainsi que d'autres cibles réceptrices. Une année après avoir rempli une demande de brevet sur ce gain de fonction (GoF) CoV, le monde vécut la première épidémie de Syndrome Respiratoire Aigu Sévère (SARS).

Sous prétexte d'une réponse à l'urgence en matière de santé publique, Le Centre de Contrôle des Maladies des Etats-Unis (CDC) remplit une demande de brevet sur le génome du SARSCoV le 25 avril 2003. En accédant et en manipulant les données génomiques (ces dernières venaient de Chine, rendant ainsi illégale l'allégation d'une entité américaine selon laquelle il s'agissait d'une « invention » violant ainsi les articles 35 USC §101,103), le Dr Baric, le Dr Fauci et le CDC violèrent l'article 18 USC §175 (un crime). Or une année auparavant, le Dr Baric et son équipe avaient déjà fait une demande de brevet dans laquelle le CDC déclarait sans équivoque que le pathogène était nouveau en 2003. Trois jours après avoir rempli une demande de brevet sur le génome, la société pharmaceutique financée par le NIH du nom de Sequoia fit une demande de brevet pour le vaccin du virus inventé seulement trois jours auparavant. Dans un même temps, le Dr Fauci, en violation de l'article 15 USC §19, fut nommé à un poste au conseil d'administration de la fondation Bill et Melinda Gates (un concurrent dans la fabrication de vaccins), amorçant ainsi le début de la direction imbriquée (1), un délit antitrust.

En 2005, le DARPA et le MITRE tinrent une conférence au cours de laquelle les intentions du Ministère de la Défense américaine furent explicites. Lors d'une présentation qui eut pour objet le « Biohacking des coronavirus synthétiques : « Les Technologies Facilitatrices de la Guerre Biologique », le Dr Bari présenta la malléabilité du CoV comme agent de guerre biologique. Alors qu'ils violaient l'article 18 USC §175 et qu'ils avaient établi la répartition du monopole sur des années (violant l'article 15 USC §8), le Dr Baric et le Ministère de la Défense dépensèrent plus de \$ 45 millions pour amplifier la toxicité du CoV et de ses dérivées chimiques.

De 2011 jusqu'à la prétendue pandémie de COVID-19, le Dr Fauci a souvent déploré l'insuffisance du financement public en faveur de ses programmes de vaccins ainsi que le refus des citoyens de se soumettre à l'obligation vaccinale contre la grippe malgré son insistance. En effet, en dépit des crédits répétés pour faire évoluer la dépendance vaccinale, ses efforts n'ont guère abouti. Sous les ordres directs du Dr Fauci, NIAID encouragea UNC Chapel et le laboratoire du Dr Baric à ignorer le moratoire sur les gains de fonction, dans une lettre datée du 21 octobre 2014 . A cette époque, les docteurs Fauci, Baric et Peter Daszak de EcoHealthAlliance étaient en possession d'un pathogène chinois d'une dangerosité extrême qui fut identifié une année auparavant à Wuhan.(2)

Alors que beaucoup d'actes illégaux étaient commis jusqu'en 2015, le Dr Daszak, financé par NIAID, annonçait le programme sur le terrorisme intérieur (en violation de l'article 18 USC § 2339) à l'Académie Nationale des Sciences. Il y annonça ce qui allait devenir l'opération de terrorisme national et mondial sous l'étiquette COVID-19.

1. Nous tenons à préciser que le spécialiste des gains de fonction, le Dr Baric était à la fois le destinataire de millions de Dollars de subventions de recherches américaines issues de plusieurs agences fédérales et qu'il siégeait également au Comité International de la Taxonomie des Virus (ICTV) ainsi qu'auprès du Groupe d'Etude Coronaviridae (CSG) de l'OMS. A ce titre, il était à la fois en charge de déterminer les « nouveaux » clades d'espèces de virus mais tirait des bénéfices directs à décider des déclarations sur les nouveautés sous la forme de nouvelles autorisations d'obtentions de financement pour la recherche ainsi que le brevetage associé à une collaboration commerciale. Conjointement avec le CDC, NIAID, l'OMS ainsi que des groupes académiques et commerciaux (dont Johnson & Johnson, Sanofi et leurs diverses sociétés biotech brevetées, Moderna, Pfizer, Merck, BioNTech, Astrazeneca, Janssen, Ridgeback, Gilead (l'alter ego du Dr Baric), Sherlock Biosciences et d'autres), un groupe puissant constitua ce que les lois antitrust américaines définissent comme « une direction imbriquée ». En outre, la plupart de ces entités, dont celles du Gouvernement fédéral, ont violé l'article 35 USC §200-206 pour avoir manqué de révéler l'intérêt du Gouvernement Fédéral dans les traitements proposés.

Ces entités étaient affiliées au Conseil de Supervision de Préparation Globale de l'OMS (GPMB) dont les membres eurent un rôle déterminant dans l'exercice de simulation de pandémie mondiale du Coronavirus financé par la fondation Open Philanthropy dans le cadre de l'EVENT 2021, en octobre 2019. Cet agenda fut financé par le principal investisseur auprès de Sherlock Biosciences (un bénéficiaire de l'Autorisation d'Utilisation d'Urgence (EUA) du SARS-CoV-2 pour la technologie de CRISPR) liant ainsi le partenaire financier imbriqué Bill and Melinda Gates Foundation avec le GPMB. Ce sont ces derniers qui ont exigé qu'une simulation de préparation à une maladie respiratoire mondiale soit élaborée avant septembre 2020 et nous ont alertés qu'un scénario « épidémique » devait être anticipé. Nous nous attendions à ce qu'un tel scénario émerge de Wuhan ou de Guangdong en Chine ou bien du nord de l'Italie, de Seattle, de New-York ou de ces parties du monde réunies, sachant que les travaux du Dr Zhengli Shi et du Dr Baric sur la transmission zoonotique du Coronavirus avaient identifié des chevauchements de mutations au sein des populations de chauve-souris de ces régions.

² En octobre 2013, 1 Coronavirus S1 protéine Spike de l'Institut de Wuhan était décrit dans les travaux financés de NIAID en Chine. Ces travaux associaient NIAID, USAID ainsi que le Dr Darszak, le directeur de EcoHealth Alliance. Ces travaux financés sous la référence R01A1070231 eurent un rôle central dans l'isolement et la manipulation de fragments viraux sélectionnés à partir de sites dans toute la Chine, lesquels contenaient des risques élevés de réactions graves pour l'humain (Ge. XY, Li, JL., Yang, XL., et al. Isolement et Caractérisation d'un coronavirus de type SARS chez la chauve-souris utilisant le récepteur ACE2. Nature **503**, 535-538 (2013).) Les travaux sur les gains de fonction, pour lesquels NIAID autorisa leur poursuite malgré le moratoire, étaient ceux que le Dr Baric menait avec ce pathogène.

«...tant qu'une maladie infectieuse n'est pas véritablement réelle, présente et qu'elle n'a pas atteint un seuil d'urgence, elle est souvent massivement ignorée. ***Pour maintenir les sources de financement au-delà de la crise, expliquait-il, il est nécessaire de sensibiliser d'avantage le public à la nécessité de recourir aux MCMs (contre-mesures médicales) telles que le vaccin contre la grippe pandémique ou celui du coronavirus. Avec les médias comme vecteurs déterminants, les chiffres suivront le matraquage médiatique. Il nous faut utiliser cette frénésie à notre avantage pour atteindre les bons objectifs. Les investisseurs répondront présents s'ils entrevoient des profits à termes,*** a déclaré Daszak » (3)

Il n'y a donc rien de surprenant de constater qu'un an plus tard, le financement de NIAID porta ses fruits avec l'annonce du laboratoire du Dr Baric sur le pathogène dérivé de Wuhan « susceptible d'être répandu entre humains ». (4)

Sachant que le Ministère de la Santé et des Services Sociaux (au travers du CDC, NIH, NIAID, de leurs laboratoires financés et de leurs partenaires commerciaux) étaient en possession de brevets sur chaque élément de contre-mesure médicale et leur financement respectif, le Dr Fauci, le Dr Gao (CDC chinois) et le Dr Elias (de la Fondation Bill et Melinda Gates) conspirèrent à commettre des actes de terrorisme sur la population mondiale – y compris sur les citoyens des Etats-Unis- lorsqu'ils publièrent les directives suivante dans ***A World At Risk***, en septembre 2019 :

« Les pays, les donateurs et les institutions multilatérales doivent se préparer au pire. Une pandémie dont la contagion rapide est due à un pathogène mortel (qu'il soit d'origine naturel ou bien libéré par accident ou de façon délibéré) exige de se préparer par des mesures exceptionnelles. Ainsi, les donateurs et les institutions multilatérales doivent prévoir des investissements adaptés pour le développement de vaccins et de thérapeutiques innovantes. Ils doivent aussi augmenter leur capacité de production, élargir les spectres antiviraux et convenir d'interventions autres que pharmaceutiques. Tous les pays doivent développer un système de partage immédiat de séquençages de génome de tout nouveau pathogène aux fins de santé publique tout en permettant de partager des contre-mesures médicales limitées entre pays.

Indicateurs de progrès d'ici septembre 2020 :

- Les donateurs et les pays s'engagent et établissent un calendrier pour : le financement et le développement d'un vaccin universel contre la grippe, des antiviraux à large spectre ainsi que des thérapeutiques ciblées. L'OMS et ses Membres développent, quant à eux, des options de procédures standards et des échéanciers pour le partage des données sur le séquençage, les spécimens et les contre-mesures médicales pour des pathogènes autre que la grippe.
- Les donateurs, les pays et les institutions multilatérales développent un plan et une approche pluriannuels pour renforcer les capacités de R&D, en prévision et pendant une épidémie.
- L'OMS, le fond des Nations Unies pour l'Enfance, la Fédération Internationale des Sociétés de la croix Rouge et du Croissant Rouge, les universités ainsi que d'autres partenaires identifient des stratégies pour augmenter la capacité et l'intégration des approches en sciences sociales et celle des chercheurs sur tout le processus de préparation/ continuum de réponse. » (5)

³ Forum on Medical and Public Health Preparedness for Catastrophic Events; Forum on Drug Discovery, Development, and Translation; Forum on Microbial Threats; Board on Health Sciences Policy; Board on Global Health; Institute of Medicine; National Academies of Sciences, Engineering, and Medicine. Rapid Medical Countermeasure Response to Infectious Diseases: Enabling Sustainable Capabilities Through Ongoing Public- and Private-Sector Partnerships: Workshop Summary. Washington (DC): National Academies Press (US); 2016 Feb 12. 6, Developing MCMs for Coronaviruses. Available from: <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/books/NBK349040/>

⁴ Menachery VD, Yount BL Jr, Sims AC, Debbink K, Agnihothram SS, Gralinski LE, Graham RL, Scobey T, Plante JA, Royal SR, Swanstrom J, Sheahan TP, Pickles RJ, Corti D, Randell SH, Lanzavecchia A, Marasco WA, **Baric RS**. 2016. SARS-like WIV1-CoV poised for human emergence. **Proc Natl Acad Sci U S A**. 2016 Mar 14. pii: 201517719

⁵ https://apps.who.int/gpmb/assets/annual_report/GPMB_annualreport_2019.pdf (page 8)

Comme pour confirmer l'utilité de la demande faite en septembre 2019 pour « le financement et le développement d'un « vaccin » et la prétendue crise fortuite du SARS CoV 2 du mois de décembre 2019, le Dr Fauci commença à se vanter sur ses chances de financement supplémentaires qu'il disait susceptibles d'augmenter. Lors d'une interview donnée au **STAT** au mois de février 2020, il fut cité comme suit :

« L'émergence d'un nouveau virus va changer ce chiffre, certainement de façon considérable, dit Fauci. « Je ne sais pas à combien le montant va s'élever mais je pense que cela va susciter un intérêt plus soutenu envers les coronavirus car il est clair que ces virus peuvent faire des choses très intéressantes. »⁽⁶⁾

Au mois de novembre 2019, un mois avant la supposée « épidémie » à Wuhan, Moderna conclut un accord de transfert de matériel qui fut négocié par le Centre de Recherche sur les Vaccins au NIAID (pour lequel le Dr Kizzy-Corbett, un ancien étudiant de UNC Chapell Hill, travaillait) afin d'accéder aux données du Dr Baric sur la protéine Spike et démarrer le développement du vaccin. C'est dans sa propre déclaration écrite obtenue par le **Financial Times** qu'il fait référence à cet accord comme étant ce qui servit de base à la création du vaccin ARN Messenger de Moderna. ⁽⁷⁾

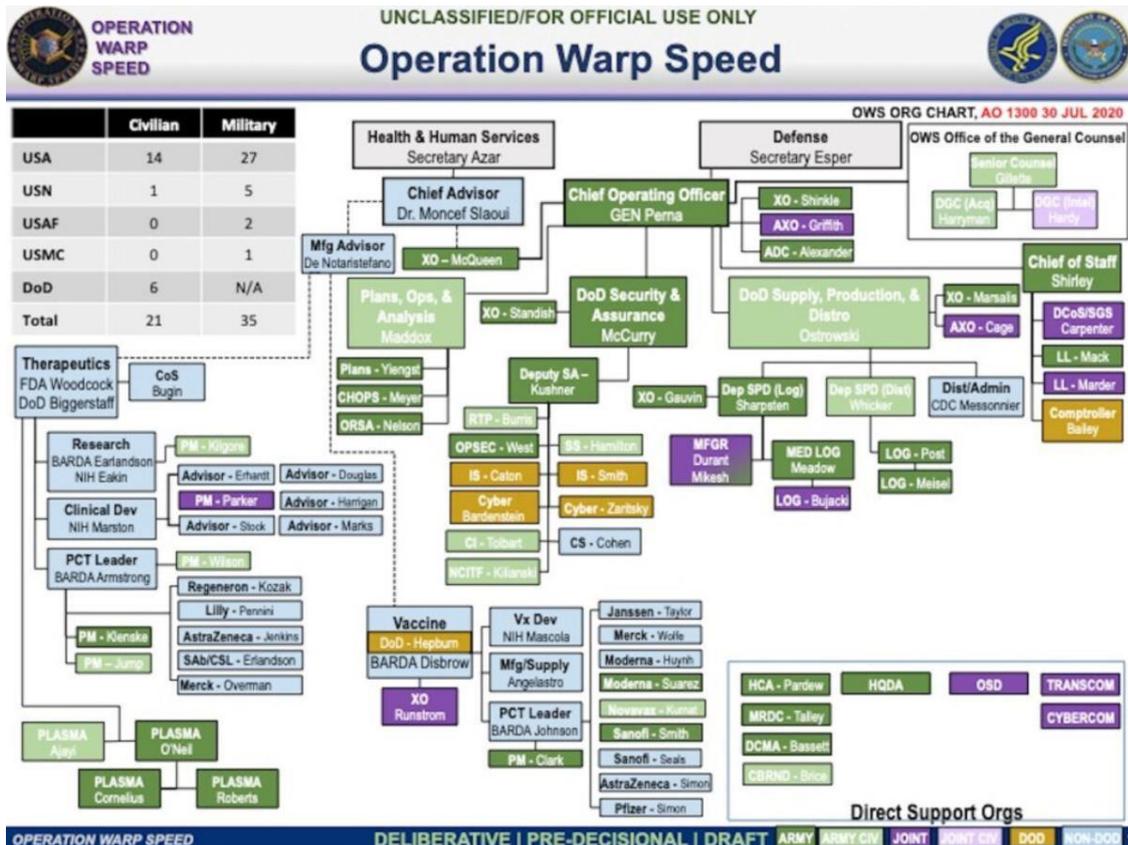
Preuve de la nature du racket et de la conspiration criminelle antitrust, alors même qu'il s'est agi de commercialiser la protéine Spike dont le NIH et DARPA étaient propriétaires et la faire passer pour un « vaccin » (allant à l'encontre des normes établies pour les vaccins dans l'application scientifique et légale), le contrat de l'Opération Warp Speed fut confié à ATI, une filiale de ANSER, travaillant pour le Ministère de la Défense. Dans un graphique qui rappelle les auditions antitrust à la création du Clayton Act au début du 20eme siècle, les conflits d'intérêts imbriqués sont présentés en relief pour permettre de les identifier. Il n'est pas surprenant de constater que les conséquences de ce complot en matière de fixation des prix permirent aux groupes qui conspiraient de s'enrichir en nuisant aux consommateurs.

6

<https://www.statnews.com/2020/02/10/fluctuating-funding-and-flagging-interest-hurt-coronavirus-research/>

7

<https://pubmed.ncbi.nlm.gov/32756549/>



L'argent émana effectivement de cette hyper médiatisation et ils ont utilisé cette dernière pour atteindre les bons objectifs. Les investisseurs, quant à eux, se présentent là où ils entrevoient des profits à terme.

Pendant ce temps, des citoyens américains perdent leur vie chaque jour, conduits à la mort par la terreur que répand une organisation criminelle.

18 USC. § 2331 §§ 802 - Actes de terrorisme perpétrés sur le territoire intérieur et ayant entraîné la mort de citoyens américains.

Pub. L. N° 107-52 a élargi la définition de terrorisme pour couvrir celui perpétré sur le « territoire intérieur » par opposition au terrorisme international. Une personne est impliquée dans du terrorisme intérieur si elle commet un acte « dangereux pour la vie humaine » ce qui constitue une violation des lois pénales d'un état ou des Etats-Unis., si cet acte semble avoir pour but : (i) d'intimider ou de contraindre une population civile ; (ii) d'influencer la politique d'un gouvernement par le biais de l'intimidation ou de la coercition.

Chacun des Actes, la déclaration de l'Etat d'Urgence, l'Autorisation d'Utilisation d'Urgence, les masques de protection frauduleux, la fermeture des entreprises ainsi que l'obligation vaccinale imposée par le OSHA et le CMS sont TOUS reconnus par les conspirateurs comme étant des actes visant à contraindre la population à recevoir l'inoculation du vaccin. En outre, ces actes troublèrent la démocratie des Etats-Unis d'Amérique et eurent pour conséquence de violer l'article 18 USC § 2384. Les conspirateurs l'avaient annoncé en 2015, ils avaient préparé le pathogène en 2016 et planifié la campagne de terreur au mois de septembre 2019.

A présent, ils dégagent des profits sur la mort de citoyens américain